

L'administration Reagan et le régime castriste (janvier 1981-juillet 1982)

The Reagan Administration and Castro's Regime (January 1981-July 1982)

Marie-Christine Granjon

Volume 13, Number 3, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701382ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701382ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Granjon, M.-C. (1982). L'administration Reagan et le régime castriste (janvier 1981-juillet 1982). *Études internationales*, 13(3), 427–443.  
<https://doi.org/10.7202/701382ar>

Article abstract

Because of the Cuban presence in Africa (Angola), President Carter put a stop, in November 1978, to the normalization procedures started with Cuba at the commencement of his mandate. The Reagan administration, far from redressing the situation, has worsened it by incessantly accusing and threatening the Cuban government. At the time of General Haig's resignation as State Secretary on June 26, 1982, his policy of intimidation towards Cuba had failed to keep the Castro's regime in step. Moreover, the American policy has been thwarted by external obstacles — the attitudes of the Cuban and Soviet leaders, the change in the political climate in Latin America (the conflict in the Malvinas) - and by internal causes - blunders, conflicting announcements, incoherent strategies, fluctuating and equivocal appraisals of the situation by the Reagan administration. This administration has alternately advocated a military solution to the Cuban problem and an essentially economic approach to neutralise the castrist influence in the region. Cuba has been at times referred to as a sovereign State to be dealt with on a bilateral basis, and at other times as a soviet satellite to be handled with the framework of East-West relations. Under the Reagan administration, Cuba has remained more than ever the ideal scapegoat of American leaders faced with a reassessment of the "pax americana" in Central America and in the North-South relations.

## L'ADMINISTRATION REAGAN ET LE RÉGIME CASTRISTE (JANVIER 1981 — JUILLET 1982)

Marie-Christine GRANJON\*

### ABSTRACT — *The Reagan Administration and Castro's Regime (January 1981 – July 1982)*

*Because of the Cuban presence in Africa (Angola), President Carter put a stop, in November 1978, to the normalization procedures started with Cuba at the commencement of his mandate. The Reagan administration, far from redressing the situation, has worsened it by incessantly accusing and threatening the Cuban government. At the time of General Haig's resignation as State Secretary on June 26, 1982, his policy of intimidation towards Cuba had failed to keep the Castro's regime in step. Moreover, the American policy has been thwarted by external obstacles – the attitudes of the Cuban and Soviet leaders, the change in the political climate in Latin America (the conflict in the Malvinas) – and by internal causes – blunders, conflicting announcements, incoherent strategies, fluctuating and equivocal appraisals of the situation by the Reagan administration. This administration has alternately advocated a military solution to the Cuban problem and an essentially economic approach to neutralise the castrist influence in the region. Cuba has been at times referred to as a sovereign State to be dealt with on a bilateral basis, and at other times as a soviet satellite to be handled with the framework of East-West relations. Under the Reagan administration, Cuba has remained more than ever the ideal scapegoat of American leaders faced with a reassessment of the "pax americana" in Central America and in the North-South relations.*

Dès l'origine (1959), le régime castriste n'a pas cessé d'inquiéter et d'exaspérer les artisans de la politique extérieure américaine. Des rapports de mauvais voisinage, qui font alterner tensions et tentatives avortées de normalisation, recouvrent des enjeux fondamentaux qui débordent le cadre des relations bilatérales entre les deux pays. Ces enjeux concernent, d'une part, les rapports Est-Ouest – en raison des liens étroits entre le régime castriste et l'Union soviétique –; d'autre part, les relations Nord-Sud – du fait que Cuba s'est toujours posé en champion de l'anticolonialisme et de l'antiimpérialisme auprès des pays d'Amérique latine et de l'ensemble du Tiers-Monde; enfin, les rapports entre les puissances occidentales et le Mouvement des pays non-alignés – puisque Fidel Castro, président du Mouvement pour trois ans (1979-1982) y présente l'Union soviétique comme l'alliée naturelle des peuples opprimés désireux de secouer le joug de l'« impérialisme yankee ».

---

\* *Chargée de recherche au CERI, Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris.*

*Revue Études internationales, volume XIII, n° 3, septembre 1982*

Au mois de juin 1982, le vice-président cubain, Carlos Raphael Rodriguez, déclarait que l'état des relations entre son pays et les États-Unis ne pouvait être pire. Selon lui, l'administration Reagan n'était « pas intéressée à engager un dialogue sérieux » avec La Havane<sup>1</sup>. Ce qui sous-entend que les relations américano-cubaines ont connu des jours meilleurs, et que l'administration républicaine porte l'entière responsabilité de la détérioration de ces relations. L'entrée en fonction du président Reagan a-t-elle entraîné un changement notable de la politique américaine à l'égard de Cuba par rapport au temps de la présidence Carter? Comment l'administration Reagan a-t-elle perçu l'importance respective des enjeux entre les États-Unis et Cuba? Quelles furent les priorités établies et les objectifs poursuivis, la stratégie mise en oeuvre et les moyens utilisés? Enfin, quels ont été les résultats de la politique américaine, quels facteurs d'ordre intérieur ou extérieur ont favorisé ou entravé la réalisation des buts visés par le président Reagan?

### I – L'ADMINISTRATION CARTER: DES BONNES INTENTIONS À LA « REALPOLITIK »

Au début de son mandat, le président Carter manifeste son intention de normaliser les relations entre les États-Unis et Cuba. Ses déclarations relativement conciliantes s'accompagnent de mesures d'apaisement; suppression des vols espions au-dessus de l'île, autorisation aux citoyens américains de se rendre à Cuba, accords sur les zones de pêche et la limite des eaux territoriales respectives. Enfin, le 1<sup>er</sup> septembre 1977, les deux pays échangent des diplomates (de second rang) et ouvrent chacun une « section d'intérêts » à La Havane (à l'ambassade suisse pour les Américains) et à Washington (à l'ambassade de Tchécoslovaquie pour les Cubains).

Toutefois, le 17 novembre suivant, le département d'État américain annonce que le processus de normalisation est bloqué en raison de la présence cubaine en Afrique, et tout particulièrement en Angola. Au début de 1978, la situation se détériore encore après l'envoi de plus de dix mille soldats cubains en Éthiopie. Le gouvernement américain durcit le ton et Carter dénonce vivement la collusion entre Cuba et l'URSS. Mais la crise des relations américano-cubaines culmine fin août 1978, lorsque les services de renseignement américains croient déceler la présence à Cuba d'une « brigade de combat » soviétique. Cette affaire provoque un infléchissement de la politique de Carter, qui accuse désormais Cuba d'être l'un des principaux éléments perturbateurs du bassin des Caraïbes (au mois de juillet les Sandinistes viennent de triompher au Nicaragua). Le 1<sup>er</sup> octobre 1979, dans un discours télévisé, le président Carter annonce une série de mesures destinées explicitement à protéger la région de l'influence castriste: surveillance étroite de Cuba par des moyens non précisés (les vols espions ont déjà été rétablis en octobre 1978); extension des manoeuvres militaires dans le bassin des Caraïbes; création à Key West (Floride) d'un groupe d'études spécialement affecté à la surveillance et à la coordination des renseignements concernant la région; réponse positive à toute demande d'assistance

1. *Le Monde*, 23 juin 1982.

d'un pays qui s'estimerait menacé par les forces soviétiques ou cubaines ; augmentation de l'aide économique aux nations caraïbes afin d'aider celles-ci à « résister à l'agitation sociale et à une éventuelle domination communiste »<sup>2</sup>.

Peu après, alors que Fidel Castro, venu s'exprimer à la tribune de l'ONU, fait savoir qu'il serait prêt à restaurer des liens diplomatiques normaux avec Washington, à condition que le blocus de l'île soit levé<sup>3</sup>, Carter lui répond sèchement que les États-Unis ne reconnaîtront Cuba qu'à trois conditions : que les milliers de prisonniers politiques soient libérés ; que les troupes cubaines engagées à l'extérieur soient rapatriées ; que les Cubains cessent d'intervenir dans les affaires intérieures des pays de l'hémisphère<sup>4</sup>. La première condition sera remplie – en novembre 1979, quelque 3.600 prisonniers seront libérés<sup>5</sup>. Mais le régime castriste ne mettra aucun empressement à satisfaire les deux autres préalables exigés par Washington. En janvier 1980, au cours d'une entrevue secrète entre des émissaires du président Carter et Fidel Castro, celui-ci aurait fait savoir qu'il n'était pas prêt à réviser ses relations avec l'URSS ni à revenir sur l'intervention militaire cubaine en Afrique<sup>6</sup>. Dès lors, les responsables du département de la Défense (H. Brown, F. Kramer) n'ont de cesse de dénoncer les ingérences cubaines en Amérique centrale, et particulièrement au Salvador. Et la Maison Blanche affirme qu'il n'est pas question d'abandonner aux Cubains et à leurs alliés marxistes la région des Caraïbes, dont le contrôle est nécessaire à la sécurité des États-Unis.

Néanmoins, au cours de la campagne présidentielle américaine, le gouvernement cubain prend quelques dispositions qui donnent l'impression de vouloir favoriser la réélection de Jimmy Carter dans le but de faire échec à Ronald Reagan : extradition de deux pirates de l'air à la demande de Washington ; fermeture du port de Mariel d'où 123,000 candidats à l'exil sont partis vers la Floride ; libération de trente-trois ressortissants américains encore incarcérés à Cuba ; sauf-conduit accordé à 400 réfugiés cubains entassés, depuis le 2 mai 1980, à la section américaine d'intérêts de La Havane<sup>7</sup>. Vaincu par son concurrent républicain, Jimmy Carter, loin de répondre aux gestes de bonne volonté de Fidel Castro, manifeste la plus grande défiance envers les initiatives cubaines. Dans les derniers jours de l'administration Carter, pour justifier l'envoi d'armes de combat et de conseillers militaires au Salvador, le département d'État affirme que les forces rebelles de ce pays sont « secrètement approvisionnées en armes et en munitions, entraînées et conseillées politiquement et militairement par Cuba et par d'autres pays communistes »<sup>8</sup>.

Au cours de la présidence Carter, les tentatives de normalisation entre Cuba et les États-Unis se sont donc heurtées à la fois à des problèmes de relations Nord-Sud – l'interventionnisme cubain en Afrique puis en Amérique centrale et dans les Caraïbes – et à des questions relevant des rapports Est-Ouest – affaire de la brigade

2. Cf. le texte de l'allocution présidentielle reproduite dans le *Washington Post* du 2 octobre 1979.

3. *International Herald Tribune*, 16 octobre 1979.

4. *Washington Post*, 17 octobre 1979.

5. *Washington Quarterly*, 31 mai 1980, p. 1502.

6. *International Herald Tribune*, 8 juillet 1981.

7. *International Herald Tribune* des 14 et 15 octobre 1980.

8. *Ibid.*, 19 janvier 1981.

soviétique (août-septembre 1979). Cuba a été à nouveau accusé par les États-Unis d'exporter la révolution, au service de l'Union soviétique, dans les pays du Tiers-Monde, à commencer par ceux d'Amérique centrale. Le président Carter a donc repris à son compte la prétention de ses prédécesseurs à assurer la maîtrise du bassin des Caraïbes (« *mare nostrum* ») au nom de l'intérêt supérieur des États-Unis. Ce faisant, Jimmy Carter a renoncé à honorer ses promesses initiales d'accorder la priorité au respect des droits de l'homme (au triple plan de la sécurité des personnes et du bien-être économique et social). Les impératifs de la sécurité nationale de son pays l'ont contraint à soutenir une junte militaire (Salvador) qui bafouait à l'évidence les idéaux au nom desquels les États-Unis prétendaient combattre l'influence du castrisme. Mais la « *realpolitik* », qui a succédé à l'idéalisme des débuts, n'a pas réussi à modifier la politique extérieure cubaine ni à faire régner la « *pax americana* » dans les Caraïbes, objectifs que le candidat républicain, Ronald Reagan promettait d'atteindre.

## II – LES DÉBUTS DE LA PRÉSIDENTE REAGAN: PREMIÈRES ACCUSATIONS ET ADMONESTATIONS

Au cours de sa campagne électorale, Ronald Reagan avait envisagé l'éventualité d'un blocus naval de Cuba, en réponse à l'invasion soviétique de l'Afghanistan ou à l'aide présumée du gouvernement cubain aux révolutionnaires latino-américains. Le candidat républicain s'était montré convaincu – sans expliquer pourquoi – que les Soviétiques ne déclencheraient pas en ce cas une guerre avec les États-Unis<sup>9</sup>. Par ailleurs, les conseillers du candidat républicain pour l'Amérique latine – Roger Fontaine, Pedro San Juan, Jeane Kirkpatrick... – multipliaient les déclarations et les articles critiques à l'égard de la politique latino-américaine du président Carter: celui-ci aurait grandement facilité les menées coupables de Fidel Castro dans la région des Caraïbes; il aurait traité Cuba en pays quasi souverain, comme si le régime castriste n'était pas, avant tout, le bras armé de l'Union soviétique, son « substitut » (surrogate) pur et simple en Amérique latine ou en Afrique. Enfin, Jimmy Carter aurait négligé les impératifs de sécurité des États-Unis en insistant trop sur le respect des droits de l'homme ou sur la nécessité d'opérer des réformes économiques et sociales en Amérique centrale. Pour l'entourage de Ronald Reagan il fallait défendre à tout prix l'intérêt national des États-Unis qui passait par la maîtrise du bassin des Caraïbes et par la mise au pas du régime castriste<sup>10</sup>.

On vient de voir que ces reproches étaient injustifiés et que le président Carter, à partir d'octobre 1979, avait précisément appliqué une politique d'enregistrement à l'égard du « castro-communisme », désigné comme fauteur de troubles en Amérique latine centrale. La question était de savoir si Ronald Reagan, une fois installé à la Maison Blanche, allait mettre à exécution les menaces proférées pendant sa

9. *Washington Post* des 14 octobre 1980 et 22 février 1981.

10. Cf. par exemple: J. KIRKPATRICK, « Dictatorships and Double Standards », *Commentary*, novembre 1979; R. FONTAINE, C. DIGIOVANNI et A. KRUGER, « Castro's Specter », *The Washington Quarterly*, automne 1980; P. SAN JUAN, « Why We Don't Have a Latin American Policy », *Ibid.*

campagne électorale. Ou bien s'il allait se contenter de prolonger la politique de son prédécesseur en y mettant plus d'agressivité et d'intentions menaçantes.

D'entrée de jeu, Alexander Haig, nouveau secrétaire d'État de l'administration Reagan, déclare que la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis sera « très, très difficile » tant que Cuba continuera à « inspirer et à soutenir des activités terroristes » dans l'hémisphère<sup>11</sup>. D'emblée, Cuba est mis sur la sellette en tant que perturbateur des relations interaméricaines. Fidel Castro est accusé d'être au coeur d'une vaste conspiration communiste internationale pour faire tomber dans l'orbite soviétique, comme des dominos, tous les pays de la région des Caraïbes, « zone-charnière pour les intérêts vitaux américains » (A. Haig). Pour prouver aux alliés européens de Washington le bien-fondé de ces accusations, l'assistant du Secrétaire d'État, Lawrence Eagleburger, est dépêché en Europe au mois de février 1981. Il emporte avec lui des documents – dont l'authenticité problématique sera reconnue par le département d'État – qui prouveraient que Fidel Castro a promis une aide militaire aux forces de gauche salvadoriennes (La Havane, décembre 1979); qui démontreraient également la collaboration entre Cuba et l'Union soviétique pour expédier au Salvador des armes américaines récupérées au Vietnam et en Éthiopie par les communistes locaux.<sup>12</sup>

Le 21 février 1981, le général Haig et son adjoint William P. Clark, parlent de Cuba comme de la « source immédiate du problème » (salvadorien), et menacent d'« aller à la source par tous les moyens qui deviendraient raisonnablement nécessaires »<sup>13</sup>. Le jour suivant, le principal conseiller politique du président Reagan, Edwin Meese, laisse entrevoir la possibilité d'une intervention américaine contre Cuba. Il déclare que les États-Unis sont prêts à « prévenir l'expansion du communisme »<sup>14</sup>, et à démontrer aux Soviétiques que ceux-ci ne peuvent plus agir impunément. Peu après, un mémorandum du département d'État affirme que « la direction politique, l'organisation et l'armement de l'insurrection salvadorienne sont coordonnées et lourdement influencées par Cuba, avec l'appui actif de l'Union soviétique, de l'Allemagne de l'Est, du Vietnam et d'autres États communistes »<sup>15</sup>. Les preuves de cette assertion sont censées figurer dans un Livre blanc *Communist Interference in El Salvador* contenant des documents saisis sur les forces rebelles salvadoriennes<sup>16</sup>. Le 27 février 1981, le général Haig accuse à nouveau Cuba d'être la principale cause du problème salvadorien et réaffirme l'intention des États-Unis de « traiter le problème à sa source »<sup>17</sup>.

Il s'avère cependant, au début du mois de mars, que la rhétorique agressive du département d'État relève de l'intimidation plutôt que d'un projet d'action précis. Ainsi, dans un entretien télévisé (CBS), Reagan avoue qu'une attaque armée contre

11. *International Herald Tribune*, 27 janvier 1981.

12. *Ibid.*, 7-8 février 1981.

13. *Washington Post*, 22 février 1981.

14. *Washington Post*, 23 février 1981.

15. *Le Monde*, 22-23 février 1981.

16. *International Herald Tribune*, 24 février 1981.

17. *Washington Post*, 28 février 1981.

Cuba n'est envisagée « en aucune façon »<sup>18</sup>. Le 19 mars 1981, le secrétaire d'État reconnaît pour sa part, qu'aucun plan spécifique d'action militaire contre Cuba n'a été approuvé. Mais il ajoute qu'une telle action « ne devrait pas être (...) totalement écartée »<sup>19</sup>. La tension se relâche quelque peu et, le 22 mai, le général Haig admet que Cuba a réduit ses livraisons d'armes aux guérilleros d'Amérique centrale<sup>20</sup>. Mais la normalisation des relations américano-cubaines est loin d'être à l'ordre du jour et l'incertitude demeure sur les intentions réelles de l'administration Reagan.

### III – VERS LA MONTÉE DES PÉRILS: LE TEMPS DES MENACES ET DES INVECTIVES

En dépit de la persistance des accusations proférées à l'encontre du régime castriste, l'administration Reagan semble modifier sa position au cours du mois de juillet 1981. Au terme d'une réunion des ministres des affaires étrangères du Canada, du Mexique, des États-Unis et du Venezuela, ceux-ci affirment dans un communiqué commun que, pour aider la région des Caraïbes, il serait préférable d'adopter une approche qui « mette l'accent sur le développement économique et social, sans considérations militaires ni pré-conditions politiques ». Le général Haig, interrogé sur une aide éventuelle des États-Unis à Cuba ne répond pas directement. Il affirme qu'aucun pays ne sera exclu a priori mais que le pays donateur ne sera pas forcé d'inclure tel ou tel pays dans son plan d'assistance<sup>21</sup>. Peu de temps après, le sous-secrétaire d'État aux affaires interaméricaines, Thomas O. Enders, tout en accusant Cuba de « manipuler et d'alimenter la violence au Salvador » et dans la région, met lui aussi l'accent sur une solution politique et économique. Il est, dit-il, dans l'intention des États-Unis d'aider surtout « à résoudre les problèmes d'institutions gouvernementales fragiles, de pauvreté et de sous-développement qui rendent vulnérables les pays de la région à l'agression cubaine »<sup>22</sup>.

Pour le gouvernement cubain, il ne s'agit là que de manoeuvres habiles et de promesses en trompe-l'oeil destinées à rassurer certains alliés des États-Unis – particulièrement le Mexique – sur les intentions pacifiques des États-Unis. Le 26 juillet, Fidel Castro passe à la contre-attaque et accuse les États-Unis de mener une « guerre bactériologique » contre son pays. D'après lui, l'épidémie de dengue (maladie virale, transmise par les moustiques), qui a frappé plus de 270.000 de ses concitoyens et causé la mort de 156 d'entre eux, pourrait être l'oeuvre de la CIA. Accusation naturellement rejetée par Washington qui rappelle que les États-Unis ont autorisé, le 17 juillet dernier, l'envoi de 300 tonnes de pesticide à Cuba par l'intermédiaire de l'Organisation panaméricaine de la santé, afin de lutter contre cette épidémie<sup>23</sup>. L'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Jeane Kirkpatrick qualifie

18. *International Herald Tribune*, 5 mars 1981.

19. *Le Monde*, 21 mars 1981.

20. *Le Monde*, 24-25 mai 1981.

21. *International Herald Tribune*, 13 juillet 1981.

22. *Le Monde*, 18 juillet 1981.

23. *Le Monde*, 28 et 29 juillet 1981.

de « folle » l'accusation du président cubain et lui conseille « un examen psychiatrique prolongé » pour déterminer ce qui l'a poussé à formuler une telle ineptie<sup>24</sup>. Mais la guerre des invectives entre les États-Unis et Cuba n'aura pas toujours cet aspect tragi-comique et ubuesque.

Le général Haig reprend bientôt ses accusations relatives à la fourniture d'armes soviéto-cubaines aux guérilleros salvadoriens. À la fin du mois d'août, il laisse planer la menace d'une « confrontation » avec Cuba. Celle-ci pourrait revêtir diverses formes : exercices navals, démonstrations de force aérienne, quarantaine (levée en juillet 1975).<sup>25</sup> La tension est à son comble lorsque Fidel Castro prononce à La Havane, le 15 septembre 1981, un violent discours à l'occasion de la conférence de l'Union inter-parlementaire mondiale. Il développe sa thèse sur la « guerre bactériologique » américaine et traite les membres de l'entourage de Reagan de « fascistes », aux mains couvertes de sang. Ce qui provoque le départ de la délégation parlementaire américaine<sup>26</sup>.

Dans la seconde moitié du mois de septembre les rumeurs de blocus américain à l'encontre de Cuba se multiplient, notamment à propos des manoeuvres navales américano-honduriennes qui doivent se dérouler au large des côtes du Honduras<sup>27</sup>. Les États-Unis rappellent à Washington le chef de la délégation de la section d'intérêts américains à La Havane<sup>28</sup>. Le 16 octobre, George Bush, vice-président des États-Unis, adresse une mise en garde à Fidel Castro et assure qu'il n'est plus question que ce dernier se mêle des affaires des autres pays latino-américains. Ceux-ci sont invités à résister aux manigances cubaines<sup>29</sup>. Le ton monte également à La Havane où le président cubain, dans un discours prononcé le 24 octobre 1981, reproche à Washington d'utiliser le mensonge « dans la plus pure tradition de Goebbels ». Il traite au passage le vice-président Bush de « crétin », d'« hystérique » et de « fasciste ». Castro dément l'information donnée par les journalistes, R. Evans et R. Novack, dans le *Washington Post* du 19 octobre 1981, information selon laquelle 500 à 600 soldats cubains se seraient infiltrés au Salvador à travers le Nicaragua. Il affirme que Cuba n'envoie pas d'armes soviétiques au Salvador parce qu'une convention soviéto-cubaine le lui interdit<sup>30</sup>.

Du côté américain, les déclarations de fermeté et les menaces, toujours non précisées, continuent à se succéder (et à se ressembler). Fin octobre, à l'occasion d'une conférence de politique étrangère, le général Haig dévoile que des plans sont à l'étude pour mettre fin à l'intervention cubaine en Amérique centrale. Thomas O. Enders confirme ses dires et révèle qu'un renforcement du blocus économique est

24. *International Herald Tribune*, 5 août 1981. Selon les Cubains, seul le virus n° 2 de la fièvre dengue aurait été découvert à Cuba – ce qui prouverait qu'il a été délibérément importé – alors que dans les pays voisins, les virus n° 1 et n° 4 auraient été uniquement détectés (Cf. *Le Monde*, 17 septembre 1981).

25. *International Herald Tribune*, 31 août et 7-8 novembre 1981.

26. *Washington Post*, 16 septembre 1981.

27. *Le Monde*, 20-21 septembre 1981.

28. *Washington Post*, 20 septembre 1981.

29. *Le Monde*, 18-19 octobre 1981.

30. *Le Monde*, 27 octobre 1981.

déjà en cours: dix-huit firmes américaines, établies aux États-Unis, à Panama et en Jamaïque, n'auront plus le droit d'entretenir des relations commerciales avec Cuba<sup>31</sup>. Une réunion à huis clos de responsables militaires de vingt pays latino-américains, qui se tient à Washington du 3 au 5 novembre, accentue l'inquiétude des Cubains (et des Nicaraguayens qui en ont été exclus). La réunion est destinée à discuter des moyens de combattre le terrorisme, la subversion et l'insurrection armée<sup>32</sup>. L'ambassadeur de Cuba aux Nations Unies, Raoul Roa Kouri, écrit alors au secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim, que les États-Unis sont sur le point d'établir un blocus militaire contre Cuba ou de bombarder l'île<sup>33</sup>. Peu après, dans un entretien accordé au *New York Times* du 5 novembre 1981, le général Haig confirme qu'il a demandé au département de la Défense d'étudier l'éventualité d'un blocus du Nicaragua, ou d'un certain nombre de mesures à l'égard de Cuba telles que des exercices aéro-navals, une quarantaine ou même d'autres actions plus vigoureuses, toutes destinées à arrêter l'envoi d'armes au Salvador<sup>34</sup>.

#### IV – LA « GUERRE FROIDE » ET LES TENTATIVES DE DIALOGUE

L'état déplorable des relations américano-cubaines s'améliore lorsque des responsables de l'administration expriment des réserves sur les propos belliqueux du général Haig. Des sources « autorisées » du Congrès et du Pentagone font savoir que le gouvernement américain n'est pas prêt à mener une action militaire contre Cuba ou le Nicaragua. Seule une intimidation verbale et politique serait envisagée, accompagnée de pressions diplomatiques et de mesures économiques, parmi lesquelles une assistance militaire accrue aux autres pays d'Amérique centrale, tels que le Honduras<sup>35</sup>. Cette impression est confirmée, le 11 novembre, par la réponse du président Reagan à une question sur une éventuelle intervention militaire américaine en Amérique centrale: « Nous n'avons pas de plans pour envoyer au combat des Américains en aucun lieu du monde et notre but est la paix »<sup>36</sup>. Quatre jours plus tard, Fidel Castro répond en écho que « le plus sensé, pour mettre un terme aux problèmes d'Amérique centrale est une solution négociée »<sup>37</sup>.

L'espoir d'une négociation américano-cubaine n'est donc plus tout-à-fait écarté, d'autant que le général Haig accepte de rencontrer à Mexico, le 24 novembre suivant, le vice-président cubain C. Raphael Rodriguez. Cette rencontre secrète – confirmée le 27 janvier 1982 par le président Reagan lui-même – apparaît cependant sans lendemain. Les Cubains qui souhaitaient ouvrir des négociations globales avec Washington auraient refusé de renoncer au droit de soutenir les révolutionnaires latino-américains<sup>38</sup>. Le général Haig continue à dénoncer les activités cubaines de

31. *International Herald Tribune*, 31 octobre – 1<sup>er</sup> novembre 1981.

32. *Washington Post*, 6 novembre 1981.

33. *Ibid.*

34. *International Herald Tribune*, 13 novembre 1981.

35. *Washington Post*, 6 novembre 1981.

36. *International Herald Tribune*, 13 novembre 1981.

37. *Le Monde*, 17 novembre 1981.

38. M. Schram, « Cuba Pressing for Full-Scale Negotiations but White House Says No », *W.P.*, 11 décembre 1981.

« subversion, de propagande et d'interventionnisme » dans les Caraïbes et dans l'ensemble du Tiers-Monde<sup>39</sup>. Néanmoins, le 3 décembre 1981, devant l'assemblée de l'OEA qui se tient dans l'île de Sainte-Lucie, il se contente de déclarer que les États-Unis feront tout ce qui est « prudent et nécessaire » pour empêcher l'extension de la guerre et du terrorisme (révolutionnaire) en Amérique centrale. Et il rappelle, cette fois, que le président Reagan a fait savoir clairement qu'il n'avait pas de plans destinés à envoyer des troupes de combat dans la région<sup>40</sup>.

La « guerre froide » américano-cubaine ne ralentit pas pour autant. Le 14 décembre, Thomas O. Enders rend public un nouveau rapport du département d'État qui dénonce les interventions cubaines dans l'hémisphère Sud. Le sous-secrétaire d'État annonce un renforcement du blocus économique contre l'île mais il reste vague sur la nature des sanctions envisagées<sup>41</sup>. Le jour suivant, le Pentagone annonce à son tour que des plans ont été mis au point pour riposter à de futures menaces militaires ou à des actes d'agression dans les Caraïbes. Le sous-secrétaire à la Défense, Fred C. Ikle, assure le Sénat que Cuba a reçu 63.000 tonnes d'armes en provenance de l'URSS en 1981, et que les forces navales cubaines sont équipées de missiles précis et sophistiqués<sup>42</sup>. Le 2 février, le général Haig confirme que Cuba a reçu récemment un escadron d'avions soviétiques (Mig 23) pour renforcer sa défense aérienne. Haig accuse Cuba et le Nicaragua d'avoir répondu aux offres d'ouverture des États-Unis par une « répression interne accrue, l'accélération de la course aux armements et un renforcement des liens avec l'URSS »<sup>43</sup>. Il déclare peu après que les États-Unis sont en train d'étudier toute une série d'options – politiques, économiques, militaires – en réponse aux interventions cubaines dans l'hémisphère<sup>44</sup>. Quelques jours plus tard, il refuse à nouveau d'exclure la possibilité d'une intervention armée des États-Unis dans les Caraïbes<sup>45</sup>.

Mais le même scénario qu'au mois de novembre précédent se reproduit : des responsables de l'administration Reagan font savoir qu'une opération militaire contre Cuba n'est pas en vue<sup>46</sup>, et des propos présidentiels confirment ces déclarations. Ainsi, le 18 février, le président Reagan réaffirme que la Maison Blanche n'a « aucun plan pour envoyer des troupes où que ce soit dans le monde »<sup>47</sup>. Le 24 février 1982, dans une allocution consacrée tout entière à l'Amérique centrale et au bassin des Caraïbes, le président Reagan accuse Cuba de propager la révolte dans la région et d'accumuler à cet effet des armes soviétiques. Mais il reste vague sur les actions de représailles américaines et il reprend à son compte une formule déjà utilisée par le général Haig (3 décembre 1981) : les États-Unis « feront tout ce qui est prudent et nécessaire pour préserver la paix et la sécurité dans la zone des Caraïbes ». Il a même cette phrase qui semble écarter une option militaire : « Nous

39. *International Herald Tribune*, 30 novembre 1981.

40. *International Herald Tribune*, 5 décembre 1981.

41. *Le Monde*, 16 décembre 1981 ; et *International Herald Tribune*, 16 décembre 1981.

42. *Washington Post*, 16 décembre 1981.

43. *Washington Post*, 3 février 1982.

44. *International Herald Tribune*, 4 février 1982.

45. *International Herald Tribune*, 9 février 1982.

46. *Washington Post*, 21 janvier 1982.

47. *Le Monde*, 20 février 1982.

ne suivrons pas, toutefois, le chemin de Cuba en essayant de résoudre les problèmes humains par la force (...). L'essentiel de notre effort consiste à aider nos voisins à réaliser la liberté, la justice et le progrès économique »<sup>48</sup>.

Le général Haig et ses collaborateurs ne désarment pas pour autant. Ils s'efforcent de convaincre les milieux politiques de Washington et les alliés des États-Unis que les preuves des ingérences cubaines dans la région sont nombreuses et irréfutables. Un nouveau document du département d'État (20 mars) entend démontrer que des officiers cubains et nicaraguayens appartiennent au commandement unifié de la guérilla salvadorienne. Et que Fidel Castro a ordonné, au début du mois de décembre 1981, une augmentation des envois d'armes au Salvador afin de saboter les élections prévues dans ce pays le 28 mars 1982<sup>49</sup>. Entre-temps, du 8 au 18 mars, des manoeuvres navales conjointes de l'OTAN se déroulent dans la mer des Caraïbes. Le secrétaire d'État américain à la Défense, C. W. Weinberger, ne cache pas que celles-ci sont destinées à impressionner Cuba<sup>50</sup>. Il semble alors que le gouvernement américain ait décidé de replacer les relations américano-cubaines au niveau des rapports Est-Ouest. Des responsables de l'administration Reagan font savoir que le conflit du Salvador dépasse le cadre local et nécessite des négociations multilatérales qui engageraient les États-Unis, Cuba, le Nicaragua et l'URSS<sup>51</sup>. Le général Haig commence par déclarer que les Soviétiques, engagés au Salvador (par Cubains interposés) ont une « responsabilité dans la conduite de ces événements vers une issue pacifique » (15 mars 1981). Mais il rectifie le lendemain: si le Salvador est un problème à la fois global, régional et local, les États-Unis n'ont pas l'intention d'associer l'URSS à une négociation sur l'Amérique centrale<sup>52</sup>.

Les relations bilatérales avec Cuba reprennent alors leurs droits: le 25 mars, Thomas Enders admet que les États-Unis ont maintenu le contact avec Cuba. Il est confirmé à Washington que le général Vernon E. Walters, envoyé spécial du département d'État, s'est rendu à La Havane au cours de ce mois de mars pour y rencontrer Fidel Castro. Cependant, la situation ne semble pas avoir évolué beaucoup depuis l'entrevue Haig-Rodriguez du 23 novembre dernier. Les Cubains refuseraient toujours le préalable de Washington à l'ouverture de pourparlers officiels: la promesse de cesser toute aide à la guérilla salvadorienne<sup>53</sup>.

Parallèlement à ces tentatives de négociations bilatérales entre Cuba et les États-Unis, ces derniers cherchent à enrôler d'autres pays latino-américains dans la croisade anticastriste; ils s'efforcent de mettre sur pied une « force interaméricaine d'intervention » qui pourrait être dépêchée dans les points chauds de la région, sans que les États-Unis aient à monter en première ligne. Les forces armées argentines – avant l'occupation des Malouines – auraient répondu favorablement au projet de Washington et envoyé au Salvador, au Guatemala et au Honduras, des conseillers et

48. Cf. le texte de l'allocution reproduite dans le *Washington Post* du 25 février 1982.

49. *International Herald Tribune*, 22 mars 1982.

50. *Washington Post*, 20 février 1982.

51. *Washington Post*, 14 mars 1982.

52. *Le Monde* des 16 et 17 mars 1982.

53. *International Herald Tribune*, 21-28 mars 1982.

du matériel militaire obtenu grâce à un crédit de cinquante millions de dollars ouvert par Washington<sup>54</sup>.

Réellement inquiets des projets de Washington ou sincèrement désireux de normaliser les relations entre Cuba et les États-Unis, les dirigeants cubains font alors savoir qu'ils sont prêts à négocier sérieusement avec l'administration Reagan. À l'occasion d'une conférence réunissant à La Havane, les 3 et 4 avril, des universitaires et des experts américains, un haut responsable cubain (qui n'est pas Fidel Castro) déclare que son pays est prêt à conclure avec Washington des accords de « contrainte mutuelle »<sup>55</sup>. Cuba n'exigerait plus que les relations américano-cubaines soient normalisées pour discuter avec les États-Unis de problèmes de politique extérieure, tels que la situation au Salvador. Cuba ne réclamerait plus que le blocus économique soit préalablement levé pour discuter avec Washington des litiges concernant les deux pays (revendications financières, base de Guantamo..). Cuba aurait une politique extérieure indépendante malgré ses liens avec l'Union soviétique et n'entendrait pas faire les frais d'un conflit Est-Ouest. En Amérique latine, Cuba serait prêt à jouer un « rôle positif » pour favoriser un « changement démocratique » dans l'hémisphère sud qui, dans l'ensemble, ne serait pas mûr pour le socialisme. Enfin, Cuba aurait bien fourni des armes aux forces de gauche salvadoriennes mais il aurait cessé de le faire depuis quatorze mois<sup>56</sup>.

La réaction de Washington à ces offres d'ouverture est négative. Les dirigeants américains font comme s'il s'agissait d'une simple opération de propagande en direction de l'opinion publique américaine. Le 16 avril 1982, le gouvernement américain ferme une compagnie aérienne (American Airway Charters) qui assurait une liaison entre Cuba et les États-Unis<sup>57</sup>. Peu après, l'administration Reagan impose des restrictions aux touristes et aux hommes d'affaires désireux de se rendre à Cuba. La raison de ces restrictions, qui priveront Cuba de devises étrangères, est clairement évoquée: punir le régime castriste pour son soutien à la violence armée contre les alliés et les amis des États-Unis<sup>58</sup>. Au tout début du mois de mai 1982, le général Haig affirme qu'il est virtuellement « impossible » d'ouvrir des pourparlers avec le président Castro tant que Cuba maintiendra une politique interventionniste dans la région des Caraïbes. Selon le secrétaire d'État américain, Cuba aurait ouvert de nouvelles routes pour faire parvenir des armes aux forces rebelles salvadoriennes. Et le niveau de ce trafic d'armes irait croissant<sup>59</sup>.

54. *Le Monde*, 8 avril 1982.

55. L.H. GELB, « Those Nice Noises from Cuba Could Be a Signal of Just Static », *New York Times*, 18 avril 1982.

56. *Ibid.*

57. *International Herald Tribune*, 19 avril 1982.

58. *Ibid.*, 22 avril 1982.

59. Marie KOENIG, « Castro's Actions Key to U.S.-Cuban Talks, Haig Says », *Wireless File*, U.S. International Communication Agency, 4 mai 1982.

## V – LE CONFLIT DES MALOUINES (FALKLANDS) ET LES ESPOIRS CUBAINS

Tandis que le climat des relations américano-cubaines s'altère à nouveau, le conflit des Malouines (avril-juin 1982) modifie indirectement les règles du jeu en Amérique centrale. En raison du soutien des États-Unis à l'Angleterre, Buenos Aires décide en effet de rappeler tous ses « conseillers militaires » – dont la présence était jusque là officieuse – au Salvador, au Guatemala et au Honduras<sup>60</sup>. En revanche, Cuba prend fait et cause pour l'Argentine et dénonce dans le conflit en cours une « guerre coloniale » déclenchée par les puissances occidentales. Lors de la conférence des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés qui se tient à La Havane, du 2 au 4 juin 1982, Cuba propose l'adoption d'une résolution qui soutient « sans réserve » l'Argentine et exige l'« arrêt immédiat » de l'aide américaine à l'« agression britannique »<sup>61</sup>.

Le conflit des Malouines constitue donc une aubaine pour Fidel Castro et un sérieux handicap pour la politique latino-américaine de l'administration Reagan. Pour la première fois, le ministre argentin des affaires étrangères, N. Costa Mendez, accepte de se rendre à La Havane alors qu'il avait souhaité auparavant que son pays sorte du Mouvement des pays non-alignés. Le chef de l'État argentin, le général Galtieri, pro-américain et anticommuniste notoire, écrit fort aimablement à Fidel Castro alors qu'il renvoie au président Reagan une lettre de félicitations que celui-ci lui avait envoyée à l'occasion de la fête nationale argentine<sup>62</sup>.

La brouille entre les États-Unis et l'Argentine dont la revendication à la souveraineté sur les Malouines est soutenue, plus ou moins activement par la plus grande partie des pays d'Amérique latine, permet à Cuba de sortir de l'isolement où Washington souhaitait le maintenir dans l'hémisphère. Les dirigeants cubains fondent d'ailleurs les plus grands espoirs sur le conflit des Malouines qui, selon eux, aurait endommagé gravement l'ensemble des liens entre les États-Unis et l'Amérique latine. D'après le ministre cubain des affaires étrangères, I. Malmierca Peoli, la doctrine Monroe (1823) et le Traité interaméricain d'assistance réciproque (1947) n'attendraient plus qu'un « enterrement digne » (decent)<sup>63</sup>.

C.R. Rodriguez ira plus loin encore en affirmant que les États-Unis sont désormais en perte d'influence en Amérique latine au profit de Cuba. Le vice-président cubain affirmera même que son pays avait pris langue avec le ministre salvadorien de la Défense, le général Garcia, pour tenter de mettre fin à la guerre civile du Salvador, sans le concours des États-Unis<sup>64</sup>. L'avenir dira si ces allégations étaient fondées et si les espoirs des dirigeants cubains de voir les États-Unis cesser de compter en Amérique latine ne pêchaient pas par excès d'optimisme. Quoiqu'il en soit, l'empressement des Cubains à profiter de la crise des Malouines pour accentuer l'embarras des États-Unis témoignait de l'insuccès des tentatives de dialogue entre La Havane et Washington.

60. *Le Monde*, 9-10 mai 1982.

61. *Le Monde*, 2 juin 1982.

62. *Le Monde*, 5 juin 1982.

63. Cité par A. RIDING, « Cuba Is Trying to Exploit Falklands Conflict », *International Herald Tribune*, 8 juin 1982.

64. *Le Monde*, 23 juin 1982.

## VI – CUBA ET L'ADMINISTRATION REAGAN: UN BILAN PROVISOIRE

Au moment où le général Haig démissionne de son poste de secrétaire d'État (26 juin 1982), sa politique d'intimidation à l'égard de Cuba n'a pas produit les effets escomptés: la mise au pas du régime castriste et le rétablissement conséquent de la « pax americana » en Amérique centrale. Mais l'ancien secrétaire d'État n'est pas seul responsable du maigre bilan obtenu à cet égard par la diplomatie américaine. Les desseins du département d'État ont été contrecarrés par des obstacles d'ordre externe – attitude des dirigeants cubains et soviétiques, modification du climat politique en Amérique latine, conflit des Malouines –, et par des causes d'ordre interne – maladresses, déclarations contradictoires, stratégie inconsistante et incohérente, évaluation fluctuante et équivoque de la situation.

Au premier rang des obstacles extérieurs figure la détermination des dirigeants cubains à ne pas céder sur l'essentiel à leurs yeux: le devoir de solidarité avec les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine et du Tiers-Monde. Avec le sens politique qu'on lui connaît, Fidel Castro a souvent réussi à donner l'impression que l'interventionnisme en Amérique centrale était surtout le fait des États-Unis, et que ceux-ci étaient responsables des mauvaises relations américano-cubaines. Certes, les accusations cubaines sont apparues bien souvent exagérées ou peu fondées (« guerre bactériologique » déclenchée par les États-Unis, assimilation de l'équipe Reagan-Haig à celle de Hitler-Goebbels...). Mais Fidel Castro a su utiliser aussi des arguments susceptibles d'emporter l'assentiment des libéraux américains. Notamment lorsqu'il met l'accent sur l'injustice économique et sociale, la malnutrition et la faim dans le monde, et lorsqu'il dénonce la politique d'argent cher des États-Unis qui ruine les pays sous-développés<sup>65</sup>, ou lorsqu'il souligne que les luttes de guérilla ne sont pas le fait de la politique cubaine mais de « la faim, de l'arriération économique, du despotisme et de l'intervention de ceux (...) qui soutiennent à tout prix des régimes sanguinaires haïs par leur peuple »<sup>66</sup>.

Si la diplomatie cubaine a su faire preuve tout à la fois de résolution et de souplesse (offres de négociation en avril 1982), l'Union soviétique, pour sa part, ne s'est pas prêtée au jeu de Washington. Les dirigeants soviétiques ont réaffirmé leur entière solidarité avec Cuba, mais ils ont refusé de faire de l'aide cubaine au Salvador un enjeu fondamental de la négociation Est-Ouest, comme l'administration Reagan a essayé de le faire au départ<sup>67</sup>.

Mais il est une autre cause des difficultés de Washington à conjurer le spectre du castrisme: le changement de l'environnement politique et des rapports de force en Amérique latine. D'après une enquête révélée par la *New York Times* du 13 février 1981, plusieurs alliés traditionnels des États-Unis en Amérique latine se préoccupaient bien davantage des problèmes économiques ou de l'influence régio-

65. Discours du 16 septembre, cf. *Le Monde*, 17 septembre 1981.

66. Lettre adressée en février 1982 au président mexicain Lopez Portillo, cf. *Washington Post*, 24 février 1982.

67. *Le Monde*, 22-23 mars 1981.

nale de leur pays que des agissements de Fidel Castro<sup>68</sup>. Comme l'a fait remarquer le professeur Abraham F. Lowenthal, Washington n'était plus omnipotent en Amérique latine, mais La Havane n'y exerçait plus la même fascination<sup>69</sup>. Par exemple, les États-Unis devaient ménager leur voisin mexicain qui n'avait de cesse d'affirmer sa solidarité avec Cuba et de réconcilier La Havane et Washington. Lorsque les Américains préparent un plan d'assistance à la région des Caraïbes, le Mexique s'efforce, avec succès, d'obtenir des garanties pour que ce plan ne contienne aucune option militaire et qu'il ne soit pas un instrument politique destiné à combattre le communisme dans cette zone<sup>70</sup>. Le Mexique était pourtant un des seuls alliés de Washington à soutenir ouvertement Fidel Castro, de plus en plus isolé en Amérique latine. Cuba était brouillé ou en froid avec le Venezuela, le Pérou, le Costa Rica ou la Colombie, pour des raisons complexes auxquelles les pressions américaines n'étaient pas étrangères<sup>71</sup>. Aussi le conflit des Malouines vint-il à point nommé pour aider Cuba à réintégrer la communauté latino-américaine au détriment des États-Unis. Mais, comme on l'a déjà dit, il est trop tôt pour mesurer les conséquences de cet obstacle inopiné à la poursuite des objectifs américains.

À ces difficultés extérieures se sont ajoutées les maladroites de l'administration Reagan, comme l'insuffisance des preuves fournies pour étayer ses accusations à l'encontre de Cuba, ou la décision de créer une radio américaine « libre » à l'intention des Cubains. Dans la mesure où le département d'État a toujours manifesté la crainte de dévoiler ses sources d'information, les preuves des « ingérences soviéto-cubaines » en Amérique centrale n'ont jamais paru irréfutables et définitives. À cet égard, les avatars du Livre blanc rédigé par les soins du département d'État ont été du plus mauvais effet. Peu après sa parution (23 février 1981), ce Livre a fait l'objet de critiques vigoureuses pour ses invraisemblances, ses trucages et ses contradictions<sup>72</sup>. Dans un entretien accordé au *Wall Street Journal* du 8 juin 1981, le conseiller du général Haig et auteur présumé du Livre, reconnaissait que celui-ci contenait un certain nombre d'« erreurs » et de « supputations ». Le 20 juin, le département d'État publiait une réfutation des critiques du dit Livre, affirmant que ses conclusions n'étaient pas infirmées malgré quelques erreurs et des ambiguïtés. Le département d'État refusa d'être interrogé sur ce nouveau document par les journalistes<sup>73</sup>.

En passant sous silence un autre rapport rédigé à sa demande, le département d'État achève de semer le doute sur sa bonne foi. Les auteurs de ce rapport, membres de l'Université de Caroline du Nord, mettaient l'accent sur les causes intrinsèques du conflit salvadorien – un siècle d'inégalités économiques et de répression politique – sans mentionner l'intervention de Cuba ou de l'Union

68. *Le Monde*, 17 février 1982.

69. A.F. LOWENTHAL, « Let the Latins Have Their Turmoil in Peace », *Washington Post*, 28 mars 1982.

70. *Washington Post*, 27 juin 1981 et 13 juillet 1981.

71. C. DICKEY, « Glacial Chill Settles over Cuba's Ties With Latins », *Washington Post*, 30 septembre 1982.

72. *Le Monde* des 2 et 10 avril 1981; et J. PETRAS, « Comment le communisme part à l'assaut du Tiers-monde », *Le Monde Diplomatique*, avril 1981.

73. *International Herald Tribune*, 21-22 juin 1981.

soviétique. L'un des auteurs, Enrique A. Baloyra, déclara qu'une forte influence cubaine sur les forces de guérilla était « contraire aux faits », même si les guerilleros salvadoriens avaient effectivement reçu des armes en provenance de pays communistes<sup>74</sup>. Pour comble, à l'automne 1981, au plus fort des rododromes du général Haig, les divers services de renseignement américains n'étaient pas d'accord sur le rôle de Cuba au Salvador. Tandis que la *Defense Intelligence Agency* estimait que Cuba était directement impliqué dans l'envoi d'armes et de soldats au Salvador, la CIA admettait ne pas détenir de preuves définitives à ce sujet<sup>75</sup>.

Autre maladresse américaine de moindre retentissement, la décision de l'administration Reagan de créer une radio en direction de Cuba pour « dire la vérité » au peuple cubain sur la réalité du régime castriste<sup>76</sup>. La création de cette radio, appelée malencontreusement José Martí – du nom du célèbre patriote cubain, fort méfiant sur la fin de sa vie à l'égard des États-Unis – a été critiquée par la Section américaine d'intérêts de La Havane. Les diplomates en poste dans la capitale cubaine estimèrent qu'une telle initiative était inutile – les Cubains ayant la possibilité d'écouter la Voix de l'Amérique, transmise depuis les États-Unis – et malencontreuse. Elle risquait d'entraîner des représailles cubaines et de provoquer une nouvelle vague d'immigration cubaine vers les États-Unis, perspective redoutée par Washington<sup>77</sup>. La polémique s'est intensifiée à propos de cette radio alors que le Congrès hésitait à débloquer les fonds nécessaires à son fonctionnement (dix millions de dollars)<sup>78</sup>.

Au-delà de ces quelques impairs, la diplomatie américaine a surtout pêché par versatilité. Comme l'a fait remarquer un observateur avisé, après une année d'administration Reagan, « ce qui semble avoir fait défaut » dans la politique américaine concernant Cuba et le bassin des Caraïbes, c'est une « stratégie bien définie à la poursuite d'objectifs clairs et convenus »<sup>79</sup>. Il apparaît également que l'« improvisation au jour le jour » a joué un rôle essentiel dans la mise en oeuvre initiale de la politique des États-Unis à l'égard de Cuba<sup>80</sup>. Le général Haig a certainement joué un rôle déterminant à cet égard dans la mesure où les dirigeants américains se seraient mis d'accord, dès le départ, pour que les relations américano-cubaines, et les problèmes de l'Amérique centrale en général, soient du ressort du département d'État plutôt que du président (pour ne pas exposer impunément ce dernier)<sup>81</sup>. Mais on a vu, au fil du récit des péripéties américano-cubaines que le secrétaire d'État n'a pas toujours été suivi par l'ensemble de l'administration Reagan, et que ses propos belliqueux ont été démentis à plusieurs reprises par le président lui-même (février 1982) ou par des « sources autorisées » du Pentagone,

74. *International Herald Tribune*, 23 février 1981.

75. *International Herald Tribune*, 6 novembre 1981.

76. *International Herald Tribune*, 24 septembre 1981.

77. *Ibid.*, 30 octobre 1981.

78. *Ibid.*, 28 juin 1982.

79. DON OBERDORFER, « More U.S. Effort Yields Less Result », *Washington Post*, 4 mars 1982.

80. Tad SZULC, « Confronting the Cuban Nemesis », *The New York Times Magazine*, 5 avril 1981, p. 39.

81. DON OBERDORFER, art. cit., *Washington Post*, 4 mars 1982.

du Congrès ou du gouvernement (novembre 1981, janvier 1982). Le général Haig se serait heurté à plusieurs reprises au secrétaire à la Défense, Caspar W. Weinberger. Ce dernier aurait exprimé la crainte que des opérations militaires contre Cuba ne soient inefficaces et contre-productives et que les démonstrations navales dans les Caraïbes n'empêchent la marine américaine d'être présente dans d'autres zones prioritaires (Golfe persique). En mars 1981, le général Haig aurait été prié par le président Reagan, de présenter les problèmes de l'Amérique centrale en termes moins dramatiques<sup>82</sup>.

Ces désaccords au sein de l'administration Reagan ont certainement contribué à donner l'impression que les États-Unis n'avaient pas de politique bien définie à l'égard de Cuba. En effet, ils ont alternativement favorisé une démarche militaire (restée à l'état de menace ou de projet) et une approche essentiellement économique (assistance financière aux pays de la région). Ils ont constamment hésité entre la tentation de rendre Cuba responsable des mouvements révolutionnaires latino-américains et la reconnaissance du fait que ces mouvements relevaient essentiellement de causes historiques, d'ordre économique et social. Ils ont présenté Cuba tantôt comme un pays relativement souverain à traiter sur une base bilatérale, tantôt comme une simple dépendance du Kremlin à considérer dans le cadre des rapports Est-Ouest. Ils ont oscillé entre la nécessité d'une action (militaire ou économique) unilatérale des États-Unis et l'effort pour favoriser une intervention multilatérale soit dans le cadre de l'OEA soit, plus secrètement, par Argentine interposée (avant le conflit des Malouines).

Ces hésitations et ces fluctuations de la diplomatie américaine reflètent en partie le caractère ambigu et fluctuant de l'analyse du problème cubain et des conclusions à en tirer par les dirigeants américains. L'administration Reagan a hésité en effet entre une vision simpliste du rôle joué par Cuba – à la « source » de tous les maux qui agitent l'Amérique centrale, et à la solde de l'URSS –, et une conception plus subtile de la politique cubaine. Cette conception a été exprimée notamment par le sous-secrétaire d'État aux affaires interaméricaines, Thomas O. Enders. Le 12 mars 1982, celui-ci admettait, devant une sous-commission du Sénat, que l'« intervention cubaine n'est pas, bien entendu, la seule source du terrorisme dans l'hémisphère ». Si Cuba cherche à « fomenter la violence pour exploiter (la) situation », celle-ci est imputable aux inégalités économiques et sociales qui existent de longue date, aux institutions fragiles qui caractérisent les pays concernés et, enfin, à la crise économique actuelle qui aggrave les difficultés. D'autre part, même si les Cubains sont incapables d'agir comme ils le font dans le Tiers-monde sans l'aide de l'URSS (évaluée à trois milliards de dollars par an), Cuba « n'est pas un simple substitut des Soviétiques. Le soutien (de Cuba) à la révolution dérive d'une conviction idéologique profondément ancrée ». En effet, les leaders cubains actuels sont ceux qui, il y a vingt trois ans, ont accédé au pouvoir par la révolution violente. Ils ont fait de la lutte armée un précepte idéologique et une manière de vivre. Promouvoir la « lutte armée » n'est pas une simple tactique de politique étrangère, c'est ce qui les rassure sur le fait qu'ils sont encore révolutionnaires ».

82. DON OBERDORFER, art. cit., *Washington Post*, 4 mars 1982.

C'est pourquoi le régime castriste se fait un devoir d'exporter la révolution<sup>83</sup>.

L'allocation du président Reagan du 24 février 1982 entérinait implicitement l'idée que, si les Cubains s'employaient à aggraver la situation en Amérique centrale, les solutions étaient essentiellement d'ordre économique. Mais le plan d'assistance américain annoncé par le président – 350 millions de dollars d'aide immédiate, tarifs préférentiels, incitations à investir... – laissait la part belle aux lois du marché. Cinq mois plus tard, il était toujours à l'étude dans les commissions du Congrès, alors que la situation économique des pays concernés continuait à empirer<sup>84</sup>.

Au total, l'administration Reagan a prêté le flanc à la critique conjuguée des « colombes » et des « faucons », respectivement favorables à l'accommodement avec le régime castriste ou à la mise au pas de ce dernier. Pour les « colombes », la politique de l'administration Reagan ne peut aboutir qu'à renforcer la dépendance de Cuba à l'égard de l'Union soviétique et à pousser le régime castriste à exporter sa révolution dans les Caraïbes<sup>85</sup>. En revanche, pour les « faucons », le président Reagan a fait preuve d'une « curieuse réticence à adopter une politique consistante pour en finir avec le rôle déterminant de Cuba dans l'expansion de la révolution marxiste ou la guerre civile en Amérique centrale ». Le président américain aurait parlé haut et fort pour n'agiter, dans les faits qu'un « petit bâton » (c'est-à-dire sans intervenir militairement)<sup>86</sup>.

Que l'on s'inquiète ou que l'on se réjouisse – c'est notre cas – du fait que les menaces du général Haig n'ont pas été suivies d'effet, force est de constater que la politique du président Reagan vis-à-vis de Cuba a été, sur le fond sinon dans la forme, assez proche de celle qui a caractérisé les deux dernières années de la présidence Carter. Avec des résultats tout aussi peu probants en regard de la gravité des problèmes qui affectent l'Amérique centrale. Problèmes dont Cuba a été trop souvent le bouc émissaire d'élection pour les dirigeants américains.

83. « (Excerpts) Enders Testimony to Senate on Cuba. Cuba Exports Violence in America », *Wireless File*, U.S. International Communication Agency, Washington D.C., 15 mars 1982.

84. Cf. l'éditorial du *New York Times*, « Reagan's Caribbean Fizzle », *International Herald Tribune*, 1<sup>er</sup> juillet 1982.

85. Cf. par exemple : Flora LEWIS, « U.S. Grumbling About Cuba », *International Herald Tribune*, 19 février 1982 ; ou Clairbone PELL, « Is U.S. Policy Spreading the Cuba Contagion ? », *International Herald Tribune*, 27-28 février 1982.

86. Rowland EVANS et Robert NOVAK, « The Bears in Cuba », *Washington Post*, 3 février 1982.